AUJOURD'HUI

Hebdomadaire libertaire

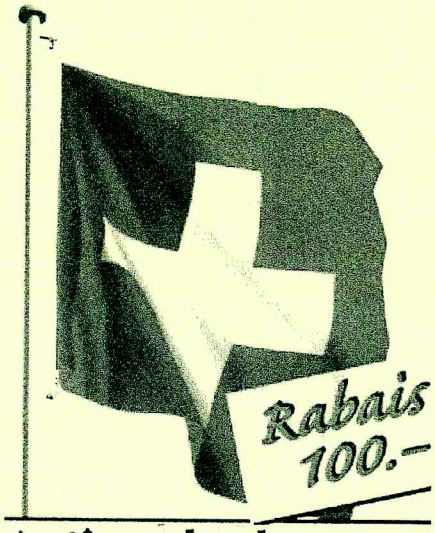
Le coup de l'avion

Non ça n'est pas un scoop. Avec le coup de l'avion, les médias ne nous ont pas ratés. Jour après jour, le téléjournal y a consacré l'essentiel de son temps, les journaux en ont fait leur première page... et les suivantes. Des détails, nous en avons eus à la pelle : sur les psychologues entourant les familles, sur les objets, les corps et les restes humains trouvés en mer, sur la personnalité de certaines des victimes, sur les proches se recueillant à Peggy's Cove, sur les manœuvres du pilote, sur les cérémonies œcuméniques et les déclarations officielles... on en passe et des meilleures. Tout cela semblait bien huilé, comme s'il fallait à tout prix faire quelque chose... quand justement il n'y a plus rien à faire. Il ne manquait, en fait, qu'un peu de réflexion.

Oh ! bien sûr, celle-ci ne fut pas tout à fait absente. Jean-Marc Béguin dans *Le Temps* du 4 septembre croit avoir compris le sens de l'émotion ressentie : « *un phénomène de communion nationale* [...] *aussi constaté lors de l'attentat de Louxor* ». Les journalistes sont assez magiciens quand il s'agit transformer leurs désirs en la réalité. Franchement, le petit frisson qu'on ressent quand on a l'impression que la mort est passée tout près, a-t-il quelque chose à voir avec l'identité nationale ? La seule chose qui est peut-être propre à la Suisse, c'est qu'on s'est cru si longtemps protégé, qu'on est encore surpris que ça n'arrive pas qu'aux autres !

Le crash du vol SR 111 ne devrait pas nous faire oublier que la route est plus meurtrière que l'avion. Entre ceux qui font chaque jour des dizaines de kilomètres pour rejoindre leur boulot et ceux pour qui Genève est la banlieue de New York, il y a en général une différence de classe. Mais l'absurdité du mode de vie est du même ordre. Et puis, il y a celles et ceux qui cèdent à l'appel des *last-minute*, ces vols bon marché qu'on prend sur un coup de tête pour fuir le quotidien et qui sont nécessaires aux compagnies d'aviation, dans la concurrence acharnée qu'elles se livrent... au prix de la sécurité ? Nous ne sommes pas contre les voyages, mais aujourd'hui prendre l'avion, tout comme le volant de sa voiture, n'est pas chose anodine. Le risque d'accident comme la charge pour l'environnement font partie du contrat. Cette fuite éperdue qui prétend abolir les distances a un prix. Alors, autant ralentir, renoncer aux déplacements inutiles... même si c'est mauvais pour la relance et que ça va à l'encontre de la logique du système actuel.

M. Argery



Action de drapeau

ABONNEMENTS

- 3 mois (12 n°) : 15 FS, soutien 25 FS
- 6 mois (24 n°) : 30 FS, soutien 50 FS
- 12 mois (48 n°) : 60 FS, soutien 100 FS

Etranger et commandes groupées, contactez-nous.

Règlement par CCP n° 17-471708-7

Adresse :
AUJOURD'HUI
c/o Aide Mutuelle,
case postale 664, 1211 Genève 4
Web :
www.tao.ca/~cas/aujour.html
e-mail : edam.ch@tao.ca
cas.ch@tao.ca

Livre

Les passions et les intérêts d'Albert O. Hirschman

Solidarité

Des propos pour le moins décoiffants

Opinion

L'État flic de gauche s'étale dans *Le Monde*

AUJOURD'HUI est un hebdomadaire du vendredi, réalisé par un collectif constitué au sein d'Aide Mutuelle.
Ed. responsable : Claude Cantini.
Tirage : 200 ex.

Livre

L'avarice: une passion tranquille?

On pense généralement que le capitalisme libéral s'est développé en opposition au despotisme des rois. Il semble bien plutôt que certaines principes sur lesquels repose le système actuel aient été élaborés, il y a plusieurs siècles, pour maintenir sous la coupe des princes un peuple qui commençait à s'émanciper des croyances religieuses

Albert O. Hirschman, Les passions et les intérêts, «Quadrige» P.U.F, 1997

Les Presses universitaires de France viennent de rééditer en poche un ouvrage d'Albert O. Hirschman, écrit il y a plus de vingt ans mais qui a gardé toute sa fraîcheur. Son auteur — jeune socialiste juif allemand en 1933, devenu américain de par les aléas de l'histoire et économiste de renommée internationale[1] — se penche sur l'origine historique d'une notion qui nous paraît aujourd'hui bien « naturelle » : celle d'intérêt.

Justifications politiques du capitalisme avant son apogée, le sous-titre du livre, résume en quelque mots, la démarche proposée. Il s'agit de comprendre comment et pourquoi, à une certaine époque, le pouvoir et les élites sont parvenus à vaincre le préjugé populaire tenace qui existait contre l'avarice, favorisant ainsi le développement du système capitaliste.

Selon Hirschman, nous avons affaire à une mutation qui commence à l'époque de la Renaissance avec le recul de l'influence de l'Église, suivi de l'effondrement des vertus héroïques ridiculisées par de nombreux auteurs depuis Cervantès et son Don Quichotte. Pour ceux qui se consacrent à l'art de gouverner, la question est alors la suivante : par quoi remplacer l'autorité religieuse qui avait contenu jusque-là les dangereuses passions humaines ? Saint Augustin ou plus tard Calvin, considèrent que l'État doit recourir à la contrainte et à répression... D'autres vont s'efforcer de trouver solutions plus subtiles.

Depuis l'antiquité (Platon), l'analyse du comportement humain repose sur la dichotomie entre passion et raison. Aux yeux des philosophes, la raison n'est pas en mesure de contrarier les passions, les appétits, les sentiments, enfin tout ce qui est irrationnel. Ainsi Spinoza est le premier des grands philosophes à avancer l'idée « *que les passions ne peuvent être vaincues que par d'autres passions* ». Cette idée sera reprise et développée par Hume qui considère qu'en général, on « *ne peut remédier à un vice que par un autre* » et notamment que la « *fainéantise* », « *l'amour du plaisir* » peuvent avantageusement être contrariés par « *l'amour du gain* ». Ainsi s'élabore, dès le XVIIe siècle, le principe de la « *passion compensatrice* » suivant lequel « *un type particulier de passion, dénommé jusqu'ici cupidité, avarice ou appât du lucre, peut servir à contrecarrer et refréner d'autres passions comme l'ambition, l'amour du pouvoir ou la concupiscence de la chair* ».

Nombreux seront les auteurs qui vont s'efforcer de souligner combien « *l'avarice est une passion uniforme et traitable* », régulière, prévisible. et donc nettement plus facile à contrôler, pour le pouvoir, que d'autres sentiments. Certains, tel Sir James Steuart (1767) vont jusqu'à soutenir que « *l'intérêt personnel est préférable non seulement au règne des passions mais même à un comportement vertueux — et plus particulièrement, chez les simples citoyens, à une conduite qui se soucierait de l'intérêt général* : [...]*si chacun, négligeant son propre intérêt, n'agissait plus que par esprit public, l'administrateur s'y perdrait.* [...]*si un peuple devenait totalement désintéressé, il serait impossible de le gouverner.* »

Pour se faire accepter par le public, la peu glorieuse avarice, qui va à l'encontre des sentiments d'hospitalité et de solidarité, se camoufle progressivement sous un terme plus neutre, celui d'« intérêt ».

Dans l'histoire des idées, il est fréquent de voir que certains concepts à la mode s'imposent et paraissent si « clairs » que personne ne se préoccupe de les définir précisément. C'est le cas de cette notion. Chez Machiavel, l'intérêt est synonyme de « *raison d'État* », c'est-à-dire de l'intérêt national auquel le Prince lui-même devrait se soumettre. Il ne se limite pas au bien-être matériel, mais inclut prudence et responsabilité dans l'art de gouverner. Comment cette idée va-t-elle progressivement se limiter au calcul économique ? Nous avons à faire à une sorte de télescopage sémantique. On passe de la célèbre phrase du duc de Rohan (en 1638) « *Les princes commandent aux peuples, et l'intérêt commande aux princes* » qui témoigne d'une volonté de mettre en garde les gouvernants contre les aventures guerrières irréfléchies, de limiter le despotisme, à l'idée que « *l'intérêt gouverne le monde* », c'est-à-dire que l'accumulation matérielle est une loi universelle des sociétés humaines.

Sans être explicite, ce double sens attaché à la notion d'intérêt constitue le soubassement idéologique des théories avancées par les économistes libéraux qui associent frauduleusement l'idée de la limitation du pouvoir à celle de l'enrichissement personnel. Alors que pouvoir et « intérêts » sont historiquement associés, les économistes prétendent, mais sans jamais avoir pu le démontrer, que le « doux commerce » permet d'éviter les guerres et d'entraver le despotisme. Cette croyance se retrouve jusque chez Keynes, ce défenseur modéré du capitalisme tant apprécié par la gauche, qui reprend (en 1936) l'éternel argument suivant lequel « *la possibilité de gagner de l'argent et de constituer une fortune peut canaliser certains penchants dangereux de la nature humaine dans une voie où ils sont relativement inoffensifs. Faute de pouvoir se satisfaire de cette façon, ces penchants pourraient trouver une issue dans la cruauté, dans la poursuite effrénée du pouvoir et de l'autorité personnels, et dans d'autre formes de l'ambition égoïste* ».

Un simple regard sur notre triste monde suffit pour observer que ceux qui sont motivés par l'appât du gain ne sont pas moins cruels que les autres. C'est sûrement l'inverse qui est vrai. En lisant Hirschman, on comprend que l'économie politique repose sur une représentation idéologique profondément pessimiste et irrationnelle de l'être humain, qui a été construite historiquement et qui arrange bien le pouvoir.

M. Argery

Solidarité

Dura lex, sed lex...

Le Courrier consacre presque une page au référendum sur la gratuité du parascolaire. On trouve sous la plume de M. P. Mugny des propos qui éclairent sur le type de société que défend le rédacteur

Un petit rappel : en 1994, sous couvert d'économies, le secteur parascolaire, qui prend en charge les enfants en dehors des heures scolaires (avant la classe, lors de la pause de midi, et après la sortie), devient payant. Le 27 septembre, les Genevois se prononceront sur un référendum appelant à un retour à la gratuité de ce service.

Cette ridicule mesure d'économie[2] fait partie du mouvement général de désengagement de l'État de ses maigres tâches de solidarité et de redistribution des richesses. En effet, une fois de plus, on s'est attaqué là à une catégorie défavorisée de la population : ceux qui ne peuvent pas s'occuper de leurs enfants, puisqu'ils travaillent, et n'ont d'autre choix que de les confier au parascolaire.

Cela n'empêche pas M. Mugny de se déclarer parfaitement contre cette gratuité : selon lui, « *un droit à l'accès gratuit à ces activités*[3] » existe pour les familles les plus modestes, selon une échelle des revenus. Au prix toutefois de démarches que certains qualifient d'humiliantes : argument balayé d'un revers de manche, car il serait aussi « *humiliant de s'inscrire pour un logement subventionné puisque, là également, le candidat doit faire preuve de sa situation* ». Qui a dû, un jour ou l'autre, effectuer de ces démarches sait à quel point elles sont, effectivement, irrespectueuses de la personne.

Mais le plus beau reste à venir : tout d'abord, il suffirait que la gauche et les Verts, majoritaires au Grand Conseil, modifient l'échelle des revenus, afin que plus de gens modestes puissent bénéficier de cette « dérogation ». Oublierait-on que les Verts et une partie de la gauche sont complètement obnubilés par un retour à des finances saines ? Oublierait-on également la versatilité de notre parlement, et que la gauche n'est majoritaire qu'actuellement ? Ensuite, il y a « *la question centrale sur l'espace d'intervention de l'État* ». En effet, M. Mugny pense qu'en dehors des heures d'école, l'État n'a pas légitimité pour s'occuper des enfants. C'est le rôle des parents. Si ceux-ci ne le peuvent pas, trop occupés qu'ils sont à subvenir chichement, par leur travail, aux besoins de leur famille, c'est leur problème ! Ces parents qui « *pourraient difficilement, pour des raisons de compétences, remplacer une école absente* ». Est-il utile de préciser qu'en raison de l'organisation sociale en vigueur, centrée sur le travail, même des parents compétents n'en auraient pas la possibilité ?

De plus, reproche est fait au citoyen actuel de n'être plus plus vraiment responsable, se considérant « *souvent uniquement comme un consommateur de prestations* ». Que devrait-il être d'autres dans cette société totalement basée sur l'intérêt ?

M. Mugny nous annonce par ailleurs « *un plus grand progrès social* » que le retour à la gratuité du parascolaire : c'est la « *vraie promotion du temps de travail partiel* ». Il s'agirait là de « *choix personnels qui supposent de moins déléguer toutes ses responsabilités à l'État* ». Lourde ironie quand on sait que le travail à temps partiel est de plus en plus imposé à des travailleurs, alors qu'un salaire à temps plein ne suffit déjà pas pour beaucoup. Il ne peut être question de choix personnel, il est, par conséquent, encore moins question de responsabilité.

L'État « providence » du XXe siècle a confisqué les tâches de solidarité et de redistribution des richesses – comme il a également confisqué les tâches d'éducation –, au détriment d'autres modèles sociaux de solidarité, même s'il a heureusement sonné le glas de la charité « victorienne ». Les fréquentes attaques actuelles contre l'État « social » sont le fait du libéralisme, qui n'a de cesse de démanteler les résidus de protection sociale, dans le but d'établir un État minimal qui se contente de maintenir l'ordre et de faire respecter la propriété. Dans ces conditions, un abandon des prestations sociales par l'État équivaut à un renforcement du système capitaliste, et ne peut qu'empêcher d'autant plus l'émergence d'un mouvement social, dont les acteurs voudraient récupérer à son compte ce qui ne devrait jamais leur échapper : le contrôle, individuel et collectif, de leur propre vie.

Quoiqu'il en soit, nous ne nous leurrons pas sur la réelle portée sociale qu'aura un éventuel oui sorti des urnes le 27 septembre prochain. Nous constaterons simplement un retour à une situation très légèrement plus acceptable.

Y. Upstairs

1. Un article, et deux commentaires, l'un pour, l'autre contre le retour à la gratuité.
2. Environ 1,5 millions de francs par année. Le Courrier, 5-6 septembre 1998
3. Toutes les citations sont tirées du Courrier, 5-6 septembre 1998

Brève

Cas de schizophrénie chez les apprentis capitalistes

Depuis le printemps 1998 la direction de Ciba SC offrent la possibilité à ses employés d'acheter des actions de l'entreprise à des prix préférentiels. 75 % des employés se sont rués sur l'occasion des étoiles plein les yeux. Ne voilà-t-il pas que eux, les petits, devenaient des capitalistes, attentifs aux variations de leur micro-portefeuille, quitte à s'auto-exploiter au mieux, afin de garantir la bonne santé boursière de leur boîte. Ils vont pouvoir se réjouir et se répartir les fruits que la saine gestion de Ciba ne va pas manquer de donner. Mais voilà, pour plaire à la Bourse, il ne faut pas être trop gras. Aussi, l'entreprise vient d'annoncer la suppression de 260 postes en Suisse. Patatras ! Par terre le beau rêve des apprentis capitalistes qui se rendent compte, comme le dit un des leurs, que « malgré *[leurs]* actions, *[ils]* ne faisaient pas partie de la famille ». *Les quelques bouts de papier timbrés qu'ils ont acquis leur confèrent comme droit, tout au plus celui d'avoir l'impression de se mettre eux-mêmes à la porte.*

Source : *L'Hebdo*, 27 août 1998

Opinion

Pour un État fort de gauche

Dans le Journal* Le Monde *du 4 septembre, quelques intellectuels français*[1]*, fameux représentants de leur corporation, veulent, au cri de : « Républicains, n'ayons plus peur », enrégimenter les individus et encadrer la société

A l'instar des travaillistes britanniques, il semble qu'une partie de la gauche française, après avoir embrassé le libéralisme économique qui a précipité dans la misère et la précarité une grande partie de la population, soit décidée à user de la trique pour « calmer » les exploités un peu récalcitrants. C'est en tout cas, ce que laisse à penser ce texte collectif occupant une pleine page du journal *Le Monde*, et portant notamment la signature d'un Régis Debray, connu pour avoir côtoyé Che Guevara ou d'un Jacques Julliard, auteur d'études sur le syndicalisme d'action directe. Cet appel ne constitue pas un simple retournement de veste, mais un acte d'adhésion aux pires idées réactionnaires.

Les vues de nos penseurs sont simples. Selon eux, tout fout le camp, « *la famille dévaluée ou absente, l'école déclassée, le travail impossible* ». Alors il faut restaurer la saine tradition républicaine dont les maillons s'appelaient jadis « *le père, l'instituteur, le maire, le lieutenant, le copain d'atelier, le secrétaire de cellule ou de section syndicale* ». En clair, il faut refixer les cadres qui maintenaient la société en place, et raviver « *les respects ancestraux* [sic!] ». Cette envolée réactionnaire ne connaît pas de limite et c'est sans ciller que la fine équipe appelle à la reconquête du « *drapeau tricolore* [et de] *la figure de Jeanne d'Arc* »[2], et ne retient qu'avec peine une larmichette lorsqu'il s'agit d'évoquer « *le creuset du service militaire disparu* », dont la durée, rappelons-le, fut longtemps trois ans, le temps de « prendre le pli » (sinon, c'était les bataillons disciplinaires). Voilà le rêve dévoilé : une société à la botte, au parfum de caserne et d'ordre moral. Ne manque que le curé, mais, laïcité républicaine oblige.

Le truc censé légitimer ce discours, c'est la référence faite à un passé où les élites donnaient le bon exemple que s'empressait de suivre un peuple vertueux dont le « *ralliement à la République, au cours du XIXe siècle, s'est fondé sur la confiance en l'action réformatrice de la loi et sa capacité de lutter contre les inégalités* ». Cette image d'Épinal, n'est rien d'autre qu'une présentation ultra-simplificatrice et idéologique de l'histoire qui ignore, entre autres, les affrontements de classes, au cours desquels les bourgeois républicains se signalèrent par des répressions féroces contre les classes populaires (La Commune de 1871, par exemple). Mais les auteurs – parmi lesquels se trouve pourtant une historienne – ne s'embarrassent pas des « détails » allant contre leur thèse fantasmatique : avant la république était bonne avec ses enfants parce que ceux-ci étaient bien sages, et vice-versa. Non contents de bâtir des fables, les auteurs prennent les lecteurs pour de parfaits abrutis, en essayant de faire croire que ce n'est que d'aujourd'hui

que les « *classes dirigeantes* » donnent « *le mauvais exemple. Leurs malversations ont rarement été sanctionnées par une justice complaisante* ». D'ailleurs, en ce qui concerne ces « *classes dirigeantes* », ils se contentent de les inciter à s'améliorer; Par contre pour la « *France périurbaine, peu policée* », « *notamment ces treize millions de français logés en HLM* », pour ceux, les pauvres, les étrangers et les jeunes, que les bourgeois d'hier appelaient les « classes dangereuses », ils ont toute une série d'excellentes idées policières, qui n'occupent pas moins des deux tiers du texte. La cible privilégiée est la jeunesse que des années de « *refus de sanctionner* » des institutions et des parents ont entraîné à la « *sauvagerie en ville* » et à la « *violence à l'école* »[3]. Pour y remédier, les intellectuels proposent de tendre vers une « *tolérance zéro face à la petite incivilité* [pour remédier] *à l'incivisme en grand* ». Toutes leurs propositions se résument à de telles formules frappées au coin du bon sens du premier flic ou juge venu. Ridicules, ils recourent encore aux sophismes les plus éculés et les plus nuls, comme au sujet de la drogue : « *tout fumeur de shit ne finira pas à l'héroïne, mais tout héroïnomane a commencé par le shit* ». Ils oublient de dire que tout fumeur de shit a commencé par le... lait, étant enfant. Ce qui est fait nettement moins rire, ce sont les mesures qu'ils proposent d'adopter pour arriver à leur « *tolérance zéro* », comme d'abaisser « *l'âge de la responsabilité pénale à seize ans* », car argumentent-ils « *à l'heure où on peut faire le guet à dix ans, voler une voiture à treize et tuer à seize* »[4], « *l'excuse obligatoire de minorité* [...] *vide de sens les procédures* ». Procédures que nos républicains aimeraient voir plus souvent se traduire en peines, car, regrettent-ils, « *80 % des procédures aboutissent à des classements sans suite* ». Pour les parents de cette jeunesse sans foi ni loi, ce sont les aides sociales qu'ils perçoivent qui leur seront retenues. Quant aux étrangers, ils doivent être soumis à des conditions restrictives pour l'acquisition de la nationalité française. On le voit, c'est de mise au « pas de la loi » qu'il s'agit. Pourquoi? Tout simplement parce que la loi est bonne, comme on a pu le voir par le passé. Ceux qui résistent? Des scélérats qui rempliront les prisons. Les autres, les méritants seront « récompensés ».

Ce qui est, par ailleurs, remarquable dans ce texte, c'est l'absence quasi-totale de la dimension économique. On comprend aisément ce silence, car ce sujet, les rares fois où il est abordé met en lumière l'aspect complètement paradoxal de la pensée exposée. Ainsi s'ils reconnaissent que le « *la désespérance ordinaire* » est engendrée prioritairement par le chômage et que face à cela « *le judiciaire n'est qu'un palliatif, pas une solution* », cela n'empêche pas nos « policiers suppléants » de ne proposer que, nous l'avons vu, des mesures de police et de « justice »! C'est que sur la situation économique et ses désastreuses conséquences sociales, ils n'ont strictement rien à dire. Tout juste laissent-ils entendre, sans plus argumenter, que « *les nécessités du retour à la loi* » se conjugueront avec « *les exigences du progrès social* ».

Au fond, le plus répugnant dans ce texte est le profond mépris des exploités que manifestent ces « juges-pendeurs », pressés d'envoyer des gamins en prison, au nom de principes dont ils sont assurés d'être les plus grands bénéficiaires. Et s'ils tentent de faire « vrai », en fustigeant les élites parisiennes qui pontifient via « *édito, exhortations et pétitions* », ce tour de passe-passe grossier ne peut tromper que ceux qui ignorent que nos signataires sont parmi les représentants les plus médiatiquement omniprésents de la scène intellectuelle française. Position qui leur garantit de ne jamais avoir à attendre après des allocations pour survivre ou à aller voir leur enfant en prison. Tout ce que l'on peut souhaiter à ces donneurs de leçon, c'est que ce réel sur lequel ils dissertent en feignant d'en être, leur saute à la gueule une bonne fois.

G. Amista

1. Régis Debray, Max Gallo, Jacques Julliard, Blandine Kriegel, Olivier Mongin, Mona Ozouf, Anicet Le Pors et Paul Thibaud
2. Un des alibis des zigues est de combattre le Front National... en étant aussi réacs et nationalistes qu'eux.
3. Violence qui se manifeste notamment par l'« usage du baladeur sous les préaux »!
4. Il est vrai qu'au temps de la république de Grand-papa, ou pouvait crever à la mine à 10 ans, être « placée » au bordel à 13 et se faire étriper à la guerre à 18.